



HAL
open science

L'économie rurale en France une mémoire à restituer, une histoire à écrire

Pierre Cornu, Egizio Valceschini

► **To cite this version:**

Pierre Cornu, Egizio Valceschini. L'économie rurale en France une mémoire à restituer, une histoire à écrire. *Economistes ruraux*, 21 (1), Edition INRAE, pp 6-11, 2023, Anchorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04227055

HAL Id: hal-04227055

<https://hal.inrae.fr/hal-04227055>

Submitted on 3 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'ÉCONOMIE RURALE EN FRANCE UNE MÉMOIRE À RESTITUER, UNE HISTOIRE À ÉCRIRE

PIERRE CORNU ET EGIZIO VALCESCHINI



© INRAE/Maitre

Egizio Valceschini et Pierre Cornu.
Première réunion du nouveau Comité
d'Histoire INRAE-Cirad à Paris,
18 octobre 2022.

Quand bien même ils ne s'intéresseraient pas à l'histoire de leur discipline comme objet de connaissance, les chercheurs en économie d'INRAE savent que leur position actuelle est le produit d'une longue quête d'autonomie scientifique par rapport à une « demande » initialement étroitement « appliquée ». Mais ce que l'étude de l'histoire des sciences suggère, c'est que les conditions de l'émancipation sont aussi importantes que sa finalité pour comprendre comment une discipline bâtit dans la durée, c'est-à-dire les circonstances changeantes de son développement institutionnel et épistémologique, son rapport à ses objets, à son environnement, et à elle-même comme monde de pratiques guidées par un objectif de connaissance et, pour la recherche publique, de contribution à l'intérêt général.

Rattachés aujourd'hui pour l'essentiel au département Ecosocio, avec un petit nombre appartenant au département Action, territoires, transitions (ACT), les économistes d'INRAE, qu'ils proviennent de l'ex-Inra ou de l'ex-Irstea, travaillent aujourd'hui sur les objets les plus divers - les marchés, la production, les systèmes de distribution, la consommation, les enjeux territoriaux ou environnementaux... -, mais ne se définissent nullement par rapport à ces derniers. Ils sont d'abord et avant tout « économistes », puis éventuellement attachés à telle méthodologie, tel domaine d'application, telle théorie ou paradigme, avec une préférence pour les échelles *micro* ou *macro*, une prévalence des orientations fondamentales ou finalisées dans leurs travaux, mais rien qui ressemble à des « spécialités » autonomes ou autoréférentielles. Que ce soit à INRAE, au Cirad, au CNRS ou dans les universités, en France ou dans le monde, l'économie est de nos jours unie par son ambition de rendre compte, par l'application de méthodes scientifiques rigoureuses, des comportements des agents saisis sous l'angle de la relation d'échange.

De fait, il faut avoir une certaine ancienneté dans la carrière pour se souvenir du temps où la recherche en économie à l'Inra et autour des principales chaires des écoles d'agronomie et d'agriculture se faisait dans le cadre d'un département d'« économie et de sociologies rurales », et un âge certain pour avoir participé aux joutes intellectuelles sur ce que pouvait et ce que devait être l'« économie rurale » comme discipline. Certes, il existe encore une revue qui porte le nom d'*Économie rurale*, et une société savante qui s'intitule Société française d'économie rurale (Sfer), créée en 1948, mais il y a longtemps que ces noms hérités ne désignent plus un programme particulier. Les économistes qui, aujourd'hui, s'intéressent aux questions agricoles, alimentaires et territoriales, sont aussi éloignés des concepts directeurs et des méthodes de cette communauté fondatrice que peuvent l'être les chercheurs en génomique par rapport aux anciens praticiens de la génétique quantitative. Les changements de paradigme intervenus ont rendu le passé opaque, sinon illisible. Éclairer ce passé proche revient donc d'ores et déjà à la méthode historique.

Pour construire la scientificité de leur discipline aux époques où ils n'existaient que de manière dispersée dans des univers de pratiques de recherche et d'enseignement hétéroclites, les économistes ont emprunté deux voies opposées : la première, celle d'un « pari de la raison », formulé pour la première fois au siècle des Lumières, et sans cesse renouvelé depuis par de nouvelles propositions théoriques à valeur exploratoire ; et

la seconde, celle d'un lent dégagement de la gangue de l'empirisme à partir d'un certain nombre de mondes de la pratique - gestion d'entreprise, commerce, fabrique de la loi, administration... -, lieux de la maturation laborieuse mais constante d'outils de mesure, de méthodes d'analyse, enfin d'une capacité d'anticipation et d'orientation. Dans le cas de la France tout particulièrement, ces deux voies ont eu pour caractéristique remarquable de se rencontrer de manière féconde autour d'un même objet : l'agriculture et le marché des produits agricoles, saisis avec constance depuis le 18^e siècle à la fois dans leurs implications biologiques et techniques les plus concrètes, et dans leur potentiel heuristique le plus large pour rendre compte de la circulation des « commodités ».

Il y a donc lieu de penser que l'économie rurale française, de longue date rattachée à la formation et à la recherche agronomiques publiques, et en relation étroite et suivie avec les sphères de la décision dans un pays anciennement et fortement attaché à son identité agricole, constitue un observatoire pertinent pour une histoire de la scientification de l'analyse économique en France et de son interconnexion progressive avec la recherche et l'expertise économiques internationales, préoccupations qui se trouvent au cœur des pratiques et des orientations des chercheurs d'INRAE aujourd'hui.

QUESTIONNER LE « TEMPS DE L'ÉCONOMIE RURALE » DANS LA RECHERCHE PUBLIQUE FRANÇAISE

Parmi les questions sur lesquelles l'économie a construit son style scientifique original, les problématiques agricoles et agroalimentaires, aujourd'hui sans doute trop hâtivement jugées secondaires face aux enjeux de l'innovation technologique, de l'énergie ou du secteur financier, sont particulièrement mal éclairées par la recherche historique, que ce soit en termes d'histoire des idées ou de connaissance de la trajectoire des individus et des collectifs les ayant portées¹. Or, c'est l'une des singularités de l'histoire de la science économique en France que d'avoir trouvé au sein de la recherche agronomique publique, et sous les auspices d'un ministère de l'Agriculture héritier d'un volontarisme d'État profondément ancré dans l'idée républicaine, un lieu propice à la maturation de sa montée en scientificité, et ce sous une bannière improbable, celle de l'« économie rurale ».

Si l'on se reporte à l'époque de la maturation transnationale de l'économie comme discipline scientifique, entre la fin du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle, force est de reconnaître que, hormis quelques grands noms et quelques œuvres marquantes en langue française - Clément Juglar (1819-1905), Léon Walras (1834-1910), François Perroux (1903-1987)... -, l'économie comme discipline n'a occupé qu'une place très marginale dans les institutions scientifiques et d'enseignement supérieures françaises. Les questions agricoles et rurales, qui avaient nourri les tout débuts de l'analyse économique aux 18^e et 19^e siècles, entre le temps des physiocrates et celui des pères de la théorie classique, n'ont plus été traitées que de manière empirique et routinière par la suite, simple appui à la formation des agronomes. Même la statistique agricole française, en pointe dans la seconde moitié du 19^e siècle est entrée en phase de déclin prononcé au siècle suivant.

Ainsi, lorsqu'une poignée d'intellectuels, d'enseignants et de « savants » plus ou moins frottés d'économie internationale et rassemblés autour de la figure de Michel Augé-Laribé (1876-1954), alarmés par l'état de déréliction de l'agriculture française dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale, se lancent dans l'entreprise de fonder une école française d'économie rurale, il leur faut tout construire : une doctrine, des concepts et des méthodologies, un programme d'action, des supports éditoriaux et des lieux de transmission.

Telle est donc l'énigme historique à résoudre : avant 1945, l'économie rurale n'est rien ou presque ; dès le tournant des années 1990, avec l'effet de souffle de l'ouverture à l'Est et de la libéralisation des échanges mondiaux, elle n'est plus qu'un héritage en voie d'oubli rapide ; entre ces deux dates pourtant, elle constitue une aventure intellectuelle et institutionnelle décisive pour l'affirmation de la compétence de l'analyse

¹ Avec toutefois quelques jalons solides : Jean-Marc Boussard, Michel Blanc, « L'évolution des disciplines et des métiers », *Économie rurale*, n° 255-256, 2000, « Les cinquante premières années de la Sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? », p. 203-212 ; Marie-France Garcia Parpet, « La construction intellectuelle des marchés agricoles : la Société française des économistes ruraux et la revue *Économie rurale* », dans Céline Bessière *et al.* (coord.), *Actes du colloque Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales 17-19 mai 2006*, p. 410-426 ; Olessia Kirtchik, « L'économie rurale en France. Trajectoire d'une science sociale "utile" entre modernisation et mondialisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2016 n° 3, p. 339-371 ; Pierre-Benoît Joly, Philippe Lacombe, « Sciences sociales et politiques agricoles. Une analyse socio-historique des rapports savoir/pouvoir », *Histoire de la recherche contemporaine*, n° 2 2017, p. 163-179 ; Egizio Valceschini, Pierre Cornu, « L'Inra face au tournant libéral de la Politique agricole commune : les chemins d'une acculturation (1978-1992) », *Économie rurale*, n° 372 avril-juin 2020, pp. 43-66 ; Laure Bonnaud, Marc-Olivier Déplaud, Christine de Sainte-Marie, Nathalie Jas, Samuel Pinaud, « Produire les savoirs de la modernité agro-industrielle. Le cas de l'Omnium d'économie agroalimentaire (1964-1976) », *Économie rurale*, n° 373 2020, p. 79-94.

économique à se saisir des principaux objets des politiques publiques nationales et internationales, en même temps qu'un collectif pionnier de l'application de la pensée modélisatrice aux comportements sociaux.

Qui sont donc les économistes ruraux français qui répondent à l'appel des fondateurs de l'après-guerre, ayant choisi l'option « économie » en 3^e année d'école d'ingénieur ou, plus rarement, venus des bancs de l'université ? Quels sont leurs missions et leurs engagements, aussi bien dans l'enseignement que dans la recherche et, très précocement, dans l'appui aux politiques publiques ? Avec quel impact sur l'évolution de l'agriculture, mais également et plus largement, sur le débat public concernant les orientations de la politique agricole et de l'évolution des systèmes alimentaires, aussi bien à l'échelle de la France que de l'Europe ? Ces questions sont moins simples qu'il n'y paraît, mal documentées par la recherche historique et par trop enfermées encore dans les débats et enjeux internes à la discipline. Pourtant, la scène historique est riche d'une grande diversité de protagonistes qui, ensemble et malgré leurs rivalités et les vicissitudes de leurs carrières, ont été les porteurs d'évolutions majeures de l'agriculture, des industries alimentaires, des politiques publiques, mais aussi de la pensée économique.

De fait, la modernisation de l'agriculture française dans la seconde moitié du 20^e siècle est accompagnée par une floraison exceptionnelle d'études et de propositions théoriques issues d'un grand nombre de disciplines des sciences humaines et sociales, mais nulle part aussi denses, variées et inventives que dans la communauté des chercheurs et des enseignants qui se désignent eux-mêmes comme « économistes ruraux ». Il suffit pour s'en convaincre de lire dans les témoignages déjà publiés dans *Archorales* le nombre de chercheurs de toutes disciplines qui évoquent soit leur compagnonnage, soit leurs rivalités avec les économistes de l'Inra ou des écoles supérieures spécialisées. Par la vigueur de leurs propositions et leur activisme généralisé, ceux-ci ne laissent personne indifférent. Cet état de fait ne serait pas étonnant si une telle communauté savante avait préexisté de longue date et avait légitimement préempté, avec la modernisation agricole, un phénomène historique tombant dans son champ de compétences. Mais tel n'est pas le cas, comme nous l'avons dit : la communauté en question se constitue pour l'essentiel dans l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire au moment même où apparaissent les premiers signes de l'entrée de l'agriculture française dans sa « révolution silencieuse », sous l'effet de la dynamique de reconstruction consécutive à la guerre, des plans de modernisation et d'équipement, de la mobilisation du monde agricole par de nouvelles instances représentatives, et de l'expansion des marchés de consommation dans la nouvelle « société d'abondance » des années 1950-1960.

Les économistes ne sont évidemment pas les seuls à s'emparer de ces questions : ils côtoient, collaborent avec, ou entrent en relation d'émulation avec des sociologues, des géographes, des ethnologues qui s'adjoignent eux-aussi volontiers le qualificatif de « ruraux », constituant *de facto* une communauté informelle des « études rurales ». C'est ainsi que se forme peu à peu, dans certaines universités, des grandes écoles, au CNRS et bien sûr à l'Inra, une matrice commune des approches pluri et interdisciplinaires des questions agricoles et rurales dans la recherche française, débouchant volontiers, dans l'après-1968, sur des approches hétérodoxes et « engagées » sur les questions de développement au sens le plus large de ce terme. Pour autant, les économistes se distinguent, voire se retranchent très vite de cet ensemble par leur exigence de quantification, de représentativité statistique et de formalisation mathématique tout autant que de solidité théorique, au service non seulement d'une connaissance précise et « objective » de la réalité économique, mais également d'un objectif de refondation de la statistique agricole nationale et d'une capacité d'expertise des politiques publiques nationales, puis européennes. Largement absente des universités, longtemps réduite à la portion congrue dans les écoles supérieures agronomiques, et *de facto* regroupée dans le bastion du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, l'école française d'économie rurale se multiplie toutefois avec une remarquable efficacité pour occuper à la fois les fronts de la formation, de la recherche appliquée, de l'expertise, du conseil aux politiques et même de l'animation du débat public sur l'avenir de l'agriculture. Dès les années 1980, elle dispose ainsi de relais solides auprès des pouvoirs publics nationaux et européens, de même que dans les instances internationales de l'expertise économique.

L'économie rurale n'est certes pas la seule discipline à hybrider propositions théoriques et explorations empiriques. La sociologie rurale française, notamment, se montre particulièrement féconde dans cette même période, au CNRS principalement, autour de Henri Mendras puis de Marcel Jollivet. Et si l'orientation de la recherche en économie suscite les controverses théoriques et politiques les plus vives et débouche sur les rapports de force les plus rudes, notamment autour de la question du destin historique de la paysannerie et de la construction du marché commun européen, c'est en fait un trait général de l'histoire des sciences humaines et sociales françaises dans la seconde moitié du 20^e siècle que d'être à la fois des champs d'expérimentation et de bataille autour de la pensée et de la fabrique de la société. Mais ce qui distingue l'économie, encore une fois, c'est son ambition d'être un phare de l'objectivation scientifique des faits économiques et, très rapidement, à partir de sa pleine intégration à l'Inra au tournant des années 1960, sa volonté normative de renseigner, d'éclairer et de guider l'action privée et publique au prisme de la rationalité économique. Contestée au sein de l'Inra comme à l'extérieur, mais nourrie de cette émulation permanente, l'école française

d'économie rurale s'affirme comme une entreprise collective de transformation métabolique des sociétés industrielles dans leur rapport à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, et plus globalement encore aux jeux du marché et à une économie internationale de la connaissance en phase d'émergence.

En ce sens, faire l'histoire de cette science singulière, ce n'est pas seulement interroger des trajectoires individuelles, collectives et institutionnelles, des propositions et des réalisations, mais plus largement, questionner, à l'aune de la rationalité économique, la fabrique de la « raison dans l'histoire ».

LA FABRIQUE D'UN CORPUS OUVERT : L'HISTOIRE DES TÉMOINS

Pour essayer de saisir la richesse de ce demi-siècle d'histoire des idées et des pratiques de recherche et de formation, il apparaît donc nécessaire de mobiliser l'ensemble de l'arsenal du métier d'historien, en rassemblant les archives de la pratique et en les confrontant aux témoignages des porteurs de la mémoire de cette histoire. Une telle entreprise est assurément ambitieuse. Le nombre des praticiens de l'économie rurale sur quelque trois générations, l'abondance et parfois la technicité ou la complexité théorique de leur production, enfin la diversité des mondes sociaux et politiques avec lesquels ils ont interagi, impliquent un programme de recherche de longue haleine. Encore ne pourrait-on se contenter pour cela d'une reconstitution empirique des carrières individuelles et collectives de la discipline, les enjeux portés par l'économie rurale exigeant de faire appel à la fois à l'histoire de la pensée économique, à la science politique et, plus largement, au monde de recherche des *Science and technology studies*.

L'objectif de cette livraison d'*Archorales* est nécessairement plus modeste : il consiste à apporter la preuve de la pertinence d'une enquête historique sur la communauté des économistes ruraux français, en démontrant, à partir de quelques trajectoires individuelles éclairées par l'archive et la photographie, l'intérêt d'une saisie diachronique de leur aventure intellectuelle, institutionnelle et partenariale. Discipline volontiers théoricienne, l'économie constitue, dans la durée, un champ de controverses particulièrement vigoureuses sur les mérites respectifs des approches micro et macro, classiques, néoclassiques ou hétérodoxes, plus ou moins formalisées, et plus ou moins associées à des institutions, des systèmes de valeurs ou des projets politiques. Il n'appartient pas aux historiens de donner un avis sur ces controverses, et encore moins de juger des fidélités ou des ruptures des uns et des autres. Il suffit à leur satisfaction de passeurs de mémoire attentifs à la contextualisation des mots, des images et des objets, de donner à voir la richesse, la vitalité et, lorsque c'est le cas, l'âpreté de cette histoire.

Les témoignages que les lecteurs découvriront dans ce double numéro thématique d'*Archorales* peuvent sembler particulièrement nombreux et copieux. Même si on leur ajoute les témoignages d'acteurs du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra antérieurement publiés dans notre revue², ils n'épuisent évidemment pas le sujet de l'histoire de l'économie rurale française dans la seconde moitié du 20^e siècle. De surcroît, on pourra toujours objecter que ces noms ne peuvent prétendre en éclairer la diversité de manière représentative. En effet, ils ne couvrent que l'histoire des grandes écoles de Paris, Grignon et Rennes, et de l'Inra à partir du moment où l'économie y acquiert droit de cité en 1957. Même dans ce périmètre, des noms importants manquent à l'appel. Le premier est celui de Louis Malassis³. Professeur à la hauteur, fondateur de l'économie rurale hors des murs parisiens, précurseur et initiateur du département d'économie de l'Inra au tournant des années 1960, il fut porteur dans les années 1970 d'innovations théoriques majeures condensées dans le concept de « système agroalimentaire ». Parmi les cadres qui ont porté avec force et conviction la transformation du département d'Économie et de sociologie rurales entamée au début des années 1980 par Bernard Vial de concert avec le Pdg de l'Inra, Jacques Poly, il faut citer au moins Jean Cranney, fin connaisseur de l'histoire de l'Inra⁴, dont on aurait pu espérer disposer du témoignage. Celui de Claude Viau, son successeur comme chef du département d'économie et de sociologie rurales, aurait également été éclairant.

Comme à l'accoutumée, cette livraison est donc le produit contingent d'une activité de collecte des mémoires des acteurs de la recherche réalisée pour partie au gré des opportunités. Mais pour parler en termes d'anthropologie économique, la Mission Archorales ne s'inscrit pas seulement dans une pratique de la cueillette, elle est également capable de semer et de récolter. Certes, l'idée d'un volume thématique sur l'économie rurale n'a mûri que progressivement, au fur et à mesure que des témoignages intéressants étaient enregistrés, amenant à en programmer d'autres, toujours collectés avec le même souci de l'autonomie du discours des témoins, mais avec le but explicite de les inclure dans un numéro thématique. Cette entreprise s'est heurtée

² Jean-Claude Tirel (Volume 3), Gilbert Liénard (Volume 4), Pierre Marsal (Volume 5), Françoise-Eugénie Petit (Volume 11), Denis Hairy (Volume 15), Claudie Pinson (Volume 15), Philippe Lacombe (Volume 19).

³ Décédé en 2007.

⁴ Jean Cranney, *50 ans d'un organisme de recherche*, Paris, Inra Éditions, 1996, 526 p.

à des délais, à des refus et à des contraintes liées au contexte pandémique des années 2020-2022. À tout le moins, elle est transparente sur ses conditions de réalisation, explicitées en début de chaque témoignage.

Pour des raisons qui tiennent à la fois au caractère encore artisanal de la Mission Archorales et aux aléas des témoins eux-mêmes, il faut attendre parfois un certain temps, au minimum plusieurs mois, parfois plusieurs années, pour que la reprise écrite de la captation sonore aboutisse à une version finale validée par le témoin et jugée publiable par la Mission. Certains témoignages requièrent même un second enregistrement, le témoin ou ses interviewers nourrissant des regrets trop importants sur une thématique orpheline ou un segment de trajectoire insuffisamment éclairé. Les lecteurs ne devront donc pas s'étonner du caractère très disparate des dates des enregistrements mentionnées dans ce volume. Pour autant, toutes les versions écrites publiées ici pour des témoins vivants ont été validées en 2022 par les intéressés, avec la plupart du temps des ajouts et repentirs qui disent leur perception présente de leur trajectoire personnelle. L'entretien biographique est un genre difficile, qui requiert beaucoup de modestie de la part des collecteurs de mémoire. C'est pour cette raison que les déséquilibres évidents dans notre corpus - le plus criant étant l'absence de femmes - ne sont pas le produit d'une intention ou d'une négligence, mais la conséquence d'une difficulté à véritablement « piloter » de manière thématique les travaux de la Mission Archorales.

Malgré notre souci de rester fidèles à la « méthodologie Archorales » mise au point il y a un quart de siècle maintenant par Denis Poupardin, nous avons expérimenté quelques formes de restitution hors-norme pour cette livraison, exceptionnelle par son ampleur et le travail préparatoire qu'elle a exigé. La plus originale de ces méthodes est la reconstitution biographique à partir d'archives publiques et privées et de témoignages de tiers, que nous avons expérimentée sur la trajectoire de Denis Bergmann. Au vu du rôle majeur joué par ce dernier dans l'histoire de l'institutionnalisation de l'économie rurale dans la recherche agronomique française dans les décennies d'après-guerre, et de l'intérêt exceptionnel des archives personnelles ouvertes par ses héritiers, nous avons jugé pertinent de faire cette entorse à la doctrine de la parole directe des témoins, en publiant la biographie d'un chercheur décédé en 1987. Un autre de nos témoins est décédé depuis plusieurs années, André Brun, mais il avait fait l'objet d'un entretien en bonne et due forme, et nous avons obtenu de sa veuve l'autorisation de le publier. Pour enrichir ce témoignage, nous l'avons accompagné de la transcription d'une archive précieuse, le texte de l'un de ses dossiers de carrière. Enfin, nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de Jean Cavailhès à la toute fin de l'année 2022. Si ce dernier avait eu le temps et la force de valider l'ultime version de son témoignage, y compris son accompagnement photographique, il n'aurait pu tenir cette publication entre ses mains. Nous espérons toutefois qu'elle lui rend dignement hommage.

Trois témoignages n'ont pas été collectés selon le strict protocole d'Archorales, à commencer par celui de Marcel Mazoyer, fruit d'un entretien au long cours mené par Laurence Roudart, Professeure en Sciences de la population et du développement à l'Université libre de Bruxelles, d'une certaine manière en tant que dépositaire de sa mémoire. Au vu de l'intérêt exceptionnel de ce témoignage, et du fait que Marcel Mazoyer a accepté de le réviser dans un échange approfondi avec la Mission Archorales, nous avons également jugé que nous pouvions sans crainte de malentendu le livrer à nos lecteurs. De même, nous avons accepté que les témoignages de François Bonnieux et d'Amédée Mollard, initialement captés selon le protocole Archorales, évoluent vers une « forme-récit » qui correspondait mieux à leurs souhaits. La méthodologie de l'entretien biographique est un outil précieux, garantie du sérieux et de la qualité des témoignages, mais elle n'est pas une fin en soi. Lorsque nous pouvons offrir aux lecteurs des « matériaux pour l'histoire » d'une égale qualité, mais produits selon des voies alternatives, nous ne nous en privons pas.

Enfin, pour tous les témoignages, nous avons encore approfondi notre quête d'archives photographiques par rapport aux livraisons antérieures d'*Archorales*, avec une démarche systématique de demande d'accès à des archives privées préalablement aux entretiens. Cet effort a été couronné de succès variables, mais là où il a réussi, il apporte une plus-value très significative, et ce sous deux formes : d'abord, en aidant le témoin à situer son récit dans une trajectoire scandée par des moments importants, immortalisés par la photographie ; ensuite, en offrant au lecteur un récit incarné de ce que pouvait être la « science en train de se faire » des époques révolues. En effet, l'archive photographique n'est pas seulement une illustration, elle est une ressource majeure pour dire l'historicité. Savoir-faire, dispositifs, machines, environnements, plus rien n'est évident dans les manières de produire du savoir d'il y a quelques décennies. L'économie rurale fut longtemps une agro-économie, familière aussi bien des cours de ferme que des amphithéâtres. Et si les sciences sociales sont moins instrumentées que les sciences biotechniques, les lieux et les formes de leur expression sont tout aussi intéressants à documenter. Par les choix iconographiques opérés, par la mise en regard des récits et des photographies, et bien sûr par un travail rigoureux sur le légendage des archives visuelles, nous affirmons ici une démarche volontariste de mise en contexte « sensible » des trajectoires de nos témoins, et une ambition de narration par l'image dont nous espérons que les lecteurs apprécieront la valeur ajoutée, pour utiliser une métaphore économique.

LA MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE RURALE FRANÇAISE : LES ENJEUX D'UNE RÉFLEXIVITÉ SUR LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE

Les lecteurs habitués des livraisons d'*Archorales* l'auront remarqué depuis longtemps, les témoins de l'histoire de la recherche agronomique publique s'expriment différemment, avec plus ou moins d'autorité et de souci de transmettre, selon le niveau d'expertise atteint dans leur discipline de référence ou leur monde de pratiques, selon les fonctions de direction qu'ils ont pu exercer, mais également et peut-être surtout selon que leur trajectoire s'est développée dans le champ des sciences biotechniques ou des sciences sociales. Domaines du verbe, ces dernières génèrent une rhétorique nécessairement plus riche et plus complexe à analyser. En économie tout particulièrement, science à caractère normatif, étroitement liée aux politiques publiques et aux grands enjeux sociaux, géopolitiques et environnementaux, les témoignages des acteurs prennent volontiers la forme d'une revisite critique non seulement de leur propre trajectoire, mais également de celle de leur discipline, des institutions auxquelles ils ont appartenu, et des orientations politiques qu'ils ont accompagnées ou combattues.

La fabrique de l'économie comme science et comme expertise n'est pas qu'un objet d'intérêt pour les historiens, elle est un enjeu de mémoire et une ressource dans le débat intellectuel pour les acteurs de cette histoire et leurs héritiers, y compris dans le présent des organismes de recherche publique. Comme on s'en rendra compte dès les premiers témoignages publiés dans cette livraison d'*Archorales*, la vie de la Sfer, des chaires d'économie rurale des grandes écoles, puis du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, ont été émaillées de conflits théoriques, professionnels et personnels particulièrement forts, signes à la fois de la vitalité de la jeune discipline, mais également de sa fragilité épistémologique face à toutes les tentatives d'instrumentalisation interne ou externe dont elle a pu être l'objet. Les témoignages recueillis et publiés ici attestent la difficulté persistante de l'économie rurale à dire les contours de son entreprise collective, tout autant que ses instruments propres et ses modes d'expression légitimes. Rarement venus à l'économie par choix initial, les chercheurs et enseignants-chercheurs que l'on rencontrera dans les pages qui suivent ont pour certains longtemps tâtonné avant de se forger une identité d'économiste, ou au contraire d'en répudier l'idéal scientifique pour se tourner soit vers d'autres horizons disciplinaires, comme la sociologie, soit vers une forme d'interdisciplinarité plus ou moins à la marge de l'économie. Certains témoins affichent une conception ouverte de la discipline, d'autres plus restrictive : certains se reconnaissent comme pairs, d'autres comme séparés par des frontières épistémologiques, axiologiques ou déontologiques étanches. Des figures fondatrices sont revendiquées ou rejetées, des généalogies construites et déconstruites. Sans surprise, le principal point commun de tous les témoins dont les noms figurent à la table des matières de ces deux volumes joints n'est pas leur identité d'économiste, ni même le fait qu'ils aient tous appartenu pour une durée plus ou moins longue de leur carrière à l'Inra, mais leur exigence de comprendre et de donner à comprendre les mondes de la production, de l'échange et de leur gouvernance. C'est tout le paradoxe de l'économie rurale que d'avoir abrité une telle densité et une telle richesse d'ambition intellectuelle, dans un cadre et autour d'un objet aussi modeste en apparence.

Selon l'usage, les témoins sont responsables de leur propos, et il ne leur a pas été demandé de dire l'histoire, mais leur histoire. La somme de leurs témoignages ne dit pas l'histoire non plus. Sur certains aspects cruciaux, le lecteur pourra même avoir l'impression, à l'issue de l'étude de ces témoignages qui ne se recoupent que très imparfaitement, de contradictions insolubles. L'économie rurale française fut-elle d'emblée un oxymore de scientificité et d'empirisme, ou une doctrine de transition indispensable à l'avènement d'une approche plus rigoureuse des questions agricoles, alimentaires et territoriales ? La filière de formation très ingénieriale des agroéconomistes des débuts de l'Inra était-elle un pis-aller rendu nécessaire par les besoins d'application immédiate des leçons les plus basiques de l'analyse économique à une agriculture nationale confrontée à des carences immenses, ou l'effet sclérosant d'un manque de volontarisme du système d'enseignement supérieur et de recherche national ? La cohabitation avec la sociologie fut-elle davantage une opportunité qu'une contrainte, et si oui pour quelles réalisations ? Les oppositions de doctrine et de finalités des chercheurs en économie de l'Inra furent-elles une source d'émulation et d'aiguinement des outils théoriques de la discipline ou un désordre préjudiciable à l'affirmation de cette dernière au sein de la recherche agronomique publique et du monde académique ? Enfin et surtout, l'abandon de l'épithète « rural » fut-il une libération ou une perte de substance pour cette tradition française originale ?

Ces questions n'ont pas de réponses simples, mais elles prouvent, s'il en était besoin, la nécessité d'une enquête historique méthodique et approfondie dans ce monde passé, pour partie enfoui déjà, et néanmoins initiateur de questions et de propositions qui ont encore un puissant écho sur des questions agricoles et alimentaires en pleine reconfiguration au prisme de la crise écologique globale.

Pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus qu'une mise en perspective historique large de la contribution du « temps de l'économie rurale » à la scientification de l'analyse économique, fondée sur le recours à l'archive et aux mémoires, et inscrite dans une dynamique collaborative féconde entre historiens et praticiens actuels de la discipline économique, constituerait un enrichissement important du débat sur les moyens et les finalités de la recherche publique. Pour en susciter l'envie, les textes et les images qui suivent nous semblent la meilleure entrée en matière possible.